

Soirée débat co-organisée par l'association « Les Amis des Editions de l'Atelier » et la Mission Ouvrière de Lyon, le vendredi 14 janvier 2011 de 19h à 22h à l'Espace 101 (101 boulevard des Etats-Unis – 69008 Lyon)

Quoi de commun entre Act Up, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), les Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC), ATTAC, ou encore le Réseau Education Sans Frontière (RESF) ? Pas grand chose si l'on s'arrête à leurs domaines d'intervention respectifs. Le fil qui relie ces associations ou mouvements et beaucoup d'autres se situe ailleurs : ils s'inscrivent dans la tradition de l'éducation populaire.

Cette vieille idée (on situe sa naissance en 1793, quand Condorcet défendit devant l'assemblée nationale l'importance d'une éducation pour le peuple tout au long de la vie pour assurer une plus grande égalité de tous les citoyens), un peu tombée en désuétude ces dernières années, semble retrouver quelques couleurs. Témoin, ce groupe mis en place sur Facebook, I love Educ. Pop. (<http://www.facebook.com/iloveeducpop>), ou encore quelques ouvrages récents : 10 raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire, Editions de l'Atelier, 2010 ; Education Populaire, enjeu démocratique : défis et perspectives, L'harmattan, 2008 ; Une histoire de l'éducation populaire, La découverte, 2007.

Mais quel est l'intérêt de revenir à l'idée d'Education Populaire et la remettre au goût du jour ? Sans doute parce qu'entre la famille, de plus en plus fragile, et les institutions éducatives, à qui l'on demande beaucoup, il n'y a plus grande chose. Les grandes institutions (Etat et Eglise notamment) ont largement perdu de leur influence, les liens sociaux se distendent et beaucoup de gens se retrouvent seuls face à un monde complexe, galérant pour trouver leur place dans la société et vivre comme citoyen. Dans un contexte de crise morale, politique et économique le but de l'éducation populaire, i.e. donner à toutes et à tous les moyens de prendre sa vie en main et de participer à la vie de la Cité, apparaît bougrement d'actualité si l'on refuse la fatalité de l'individualisme, nourri de consumérisme et d'autoritarisme, qui pénalise d'abord les plus fragiles.

Mais il est difficile de reproduire les modèles du passé pour atteindre cet objectif. Le monde a beaucoup changé et il faut sans aucun doute que les porteurs du projet de l'éducation populaire trouvent des voies innovantes et adaptées au contexte actuel. Que conserver du passé ? Qu'inventer de neuf ? Par exemple, comment concilier la nécessité pour les associations ou mouvements de répondre à une complexité administrative, financière, juridique et politique de plus en plus importante, et le fait de préserver des espaces d'action et d'expérimentation pour tous, où l'erreur est possible et le temps long ? La tendance forte a été de professionnaliser les structures et de basculer dans une logique d'offre de services sociaux et culturels. On se coupe alors largement des possibilités d'apprentissages par l'action collective et la prise de responsabilité bénévole.

Cette soirée-débat propose de débattre de cette question et de bien d'autres relatives à la mise en œuvre d'un projet d'éducation populaire au début du XXIème siècle. Les défis sont nombreux mais le débat passionnant. Différents mouvements d'éducation populaire seront présents pour témoigner de leur pratique aujourd'hui (l'Action Catholique des Enfants (ACE), la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), les Francas)

Trois intervenants (voir ci-dessous) nous aideront à situer l'éducation populaire dans la diversité de ses manifestations historiques et à débattre de ses enjeux, de ses perspectives et de ses formes possibles aujourd'hui.

Si le sujet vous intéresse, venez quel que soit votre parcours et votre sensibilité, que vous fassiez de l'éducation populaire en le sachant ou sans le savoir.

Intervenants :

- **Mickaël Garnier-Lavalley**, délégué national de l'ANACEJ (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes) co-auteur de l'ouvrage « Dix raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire » (Les Editions de l'Atelier, 2010).

- **Jean-Luc Cipièrre**, fondateur d'ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens) Rhône et de Formation et Action Citoyennes (FAC)

- **Laurent Veillard**, Enseignant-chercheur en Sciences de l'éducation, Université Lumière Lyon 2